

Burundi : Tendances à une victoire écrasante du parti-Etat au triple scrutin du 20 mai

PANA, 22 mai 2020 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) arrivait largement en tête au triple scrutin présidentiel, législatif et communal du 20 mai dernier, avec des scores avoisinant les 90%, partout où les premières tendances ont été publiées, vendredi, par les décomptes de la commission électorale nationale indépendante (CECI) à l'intérieur du pays. [Photo : Des Burundais dans un bureau de vote, le 20 mai 2020 à Giheta.]

La ville de Bujumbura et capitale économique du Burundi faisait exception, trois jours après la clôture du scrutin. Aucune tendance n'était disponible et le retard serait lié à l'insuffisance des effectifs chargés de la compilation des résultats, a expliqué le porte-parole de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Philippe Nzobonariba. Au chapitre des réactions, le leader du Conseil national pour la liberté et principal opposant politique burundais, Agathon Rwasa, a rejeté ces résultats "qui ne reflètent pas la réalité du vote", à ses yeux. Le CNL est crédité de moins de 10% dans ces premières tendances qui placent l'unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) en troisième position, avec des miettes. Le principal opposant revendique plutôt la victoire aux trois scrutins, se fondant, pour le moment, sur les « masses » de militants qui étaient "plus nombreuses" que celles du parti au pouvoir lors de la campagne électorale. M. Rwasa dit avoir d'autres preuves, comme le « bourrage des urnes » et envisage déjà un recours auprès de la Cour constitutionnelle, une fois les résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'opposant s'offusque encore de la coupure « de la liberté » des réseaux sociaux lors des élections. Depuis jeudi soir, les réseaux sociaux ont été rétablis, permettant aux internautes de rivaliser encore de résultats étonnants, en donnant tantôt gagnant le parti au pouvoir, tantôt celui de l'opposition. Le parti au pouvoir affiche, jusqu'à présent, une sérénité à toute épreuve face aux accusations de fraudes électorales. Du côté retient le souffle dans un pays où les nouvelles élections générales s'inscrivent dans le prolongement de celles controversées et marquées de violences de masse, dont une tentative de putsch militaire manquée, en 2015. La pandémie du Coronavirus (COVID-19) n'a pas facilité la venue d'observateurs électoraux de la Communauté internationale. Les milieux officiels à Bujumbura jugeaient, longtemps avant, que l'observation internationale n'était pas nécessaire des élections, « organisées par les Burundais, pour les Burundais et avec les moyens des Burundais ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});